















CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SAD DE TRAVAUX

**Système d'Acquisition Dynamique (SAD) : Plateforme de
référencement et de mise en concurrence pour les
prestations de travaux de second œuvre au sein du GHT 83**

**Groupement Hospitalier de Territoire du Var (83)
Centre hospitalier Intercommunal Toulon La Seyne sur Meer
54 rue Henri Sainte Claire Deville
CS 31412
83056 TOULON**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Système d'Acquisition Dynamique (SAD) : Plateforme de référencement et de mise en concurrence pour les prestations de travaux de second œuvre au sein du GHT 83
	Type de contrat	Système d'acquisition dynamique
	Nombre de categories	7
	Forme des MS	Par marché spécifique
	Délai d'exécution des MS	Défini par marché spécifique
	Clauses sociales	Sans
	C l a u s e s environnementales	Par marché spécifique
	Durée / Délai	120 mois
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique	5
2 - Dispositions générales du contrat	5
2.1 - Objet du contrat	5
2.2 - Décomposition du contrat	5
2.3 - Forme des marchés spécifiques	5
3 - Pièces contractuelles	6
4 - Intervenants	6
4.1 - Sous-traitance	6
5 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
6 - Protection des données à caractère personnel	7
7 - Durée et délais d'exécution	7
7.1 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	7
7.2 - Prolongation exceptionnelle du marché en cours	7
7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés spécifiques	7
8 - Prix	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
8.2 - Révision des prix à l'initiative du titulaire	7
8.3 - Modalités de variation des prix	7
8.4 - Répartition des dépenses communes	7
8.5 - Clause de prix promotionnel	7
8.6 - Clause suspensive	7
9 - Garanties Financières	12
10 - Avance	12
11 - Modalités de règlement des comptes	12
11.1 - Décomptes et acomptes mensuels	12
11.2 - Délai global de paiement	12
11.3 - Paiement des cotraitants	12
12 - Conditions d'exécution des prestations	13
12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	14
12.2 - Implantation des ouvrages	14
12.3 - Préparation et coordination des travaux	14
12.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
12.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	14
12.3.3 - Registre de chantier	14
12.4 - Etudes d'exécution	14
12.5 - Installation et organisation du chantier	14
12.5.1 - Installation de chantier	14
12.5.2 - Signalisation de chantier	14
12.5.3 - Application de réglementations spécifiques	14
12.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	14
12.6.1 - Gestion des déchets de chantier	14
12.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	14
12.6.3 - Documents à fournir après exécution	14
13 - Développement durable	20

14 - Réception	20
14.1 - Réception des travaux	20
14.1.1 - Dispositions applicables à la réception	20
14.1.2 - Epreuves concluantes	20
14.1.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	20
15 - Garantie des prestations	20
16 - Autres dispositions spécifiques	20
16.1 - Obligation de reporting et de suivi d'exécution	20
16.2 - Documentation technique	20
16.3 - Clause de rencontre	20
17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21
18 - Pénalités	21
18.1 - Généralités	21
18.2 - Pénalités de retard	21
19 - Assurances	22
20 - Clause de réexamen	22
20.1 - Principe général	22
20.2 - Modifications sans incidence sur l'objet ni l'économie du marché	22
20.3 - Evolution des équipements ou de la réglementation	22
20.4 - Intégration de nouveaux sites ou d'établissements du GHT	22
20.5 - Procédure de mise en œuvre	22
20.6 - Clause de transparence	22
21 - Résiliation du contrat	23
21.1 - Conditions de résiliation des marchés spécifiques	23
21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	23
22 - Règlement des litiges et langues	24
23 - Clauses complémentaires	24
24 - Dérogations	25

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique

Le S.A.D. se définit comme un processus de consultation entièrement électronique qui permet à l'acheteur de présélectionner dans un premier temps des opérateurs économiques puis, dans un second temps, d'attribuer des marchés spécifiques après mise en concurrence de ces opérateurs présélectionnés.

Il n'établit, par lui-même, aucune relation contractuelle entre l'acheteur et les opérateurs présélectionnés. Seuls les marchés spécifiques pourront faire naître des droits et obligations pour leurs parties.

Le présent cahier des charges définit les clauses types qui formeront la matière des futurs marchés spécifiques.

2 - Dispositions générales du contrat

2.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Système d'Acquisition Dynamique (SAD) : Plateforme de référencement et de mise en concurrence pour les prestations de travaux de second œuvre au sein du GHT 83

Mise en place d'un Système d'Acquisition Dynamique (SAD) multisites pour les travaux de maintenance, d'entretien courant et de réhabilitation des établissements de santé parties au Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Var. Ce dispositif de référencement permanent est ouvert à toute entreprise spécialisée, quel que soit son siège social, possédant les capacités techniques et la maîtrise des contraintes du secteur hospitalier pour intervenir sur l'ensemble des sites du GHT 83. Le système est structuré autour de cinq filières opérationnelles de compétences : (1) Gros-OEuvre & Revêtements, (2) Enveloppe du Bâtiment, (3) Aménagements Intérieurs, (4) Fluides & Énergie, et (5) VRD & Équipements Extérieurs.

PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS : NATURE DES OUVRAGES

Les prestations de maintenance multitechnique faisant l'objet du présent système d'acquisition dynamique (SAD) s'appliquent indistinctement aux typologies d'ouvrages suivantes, situées au sein des établissements du GHT :

. Bâtiments en construction neuve : Maintenance des installations techniques (CVC, électricité, courants faibles) mises en service dans le cadre de programmes de construction neuve, incluant la gestion des garanties constructeurs et le suivi des performances énergétiques initiales.

. Bâtiments en réutilisation ou réhabilitation : Maintenance des équipements techniques au sein de bâtiments existants, faisant l'objet de travaux de restructuration, de mise aux normes ou de changement de destination.

. Infrastructures en construction neuve : Entretien des réseaux et équipements techniques liés aux infrastructures nouvelles (ex: réseaux extérieurs, systèmes de GTB, équipements de sécurité incendie).

. Infrastructures en réutilisation ou réhabilitation : Maintenance préventive et curative des réseaux techniques existants ou rénovés dans le cadre d'opérations de réhabilitation des infrastructures du site.

Chaque marché spécifique précisera, le cas échéant, les contraintes d'accès ou les spécificités techniques liées à la nature de l'ouvrage (neuf ou réhabilité).

Chaque marché spécifique détaillera son propre objet.

Lieu(x) d'exécution :

Les prestations réalisées au titre des marchés spécifiques seront exécutées sur l'ensemble des sites et établissements constitutifs du groupement hospitalier de territoire (GHT 83) dont la liste figure en annexe.

83000 Toulon

2.2 - Décomposition du contrat

L'acheteur précisera s'il recourt à l'allotissement lors de la mise en concurrence des marchés spécifiques.

2.3 - Forme des marchés spécifiques

La forme des marchés sera définie par chaque marché spécifique.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le marché spécifique (MS) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)

4 - Intervenants

4.1 - Sous-traitance

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire sont :

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

RÉGIME DE LA SOUS-TRAITANCE

1. Autonomie des marchés spécifiques et responsabilité de l'établissement

Chaque marché spécifique attribué dans le cadre du Système d'Acquisition Dynamique (SAD) possédant une existence juridique propre et indépendante, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement s'apprécient et se gèrent exclusivement au niveau de chaque opération.

L'établissement de santé bénéficiaire et commanditaire du marché spécifique est seul compétent pour instruire, accepter et agréer la sous-traitance relative aux travaux qu'il a prescrits.

2. Modalités de déclaration de la sous-traitance

Le titulaire d'un marché spécifique peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, dans les conditions fixées par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et par le Code de la commande publique. La sous-traitance totale est formellement interdite.

La déclaration peut intervenir selon deux temporalités :

Au moment de la présentation de l'offre (Phase de consultation) : Le candidat indique dans son offre sur la plateforme PLACE s'il envisage de confier à des sous-traitants l'exécution de certaines prestations. Il doit obligatoirement joindre le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) dûment complété et signé pour chaque sous-traitant présenté, accompagné des justificatifs de capacités techniques et professionnelles requis. L'attribution du marché spécifique par l'établissement de santé vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

En cours d'exécution des prestations : Si le besoin de sous-traiter apparaît après la notification du marché spécifique, le titulaire doit obligatoirement soumettre le formulaire DC4 à l'établissement de santé bénéficiaire pour obtenir son accord préalable. Le sous-traitant ne pourra en aucun cas commencer son intervention sur le site hospitalier avant la notification expresse de son acceptation par l'établissement.

3. Obligations et accès au site hospitalier

Le titulaire demeure personnellement et entièrement responsable de la parfaite exécution de l'intégralité des travaux du marché spécifique, y compris ceux confiés à des tiers.

Il lui appartient de veiller à ce que ses sous-traitants respectent scrupuleusement l'ensemble des contraintes d'exécution du milieu hospitalier occupé, la planification générale des tâches, les exigences de faibles nuisances visant à préserver l'activité de soins, ainsi que les règles de sécurité et d'hygiène propres à l'établissement bénéficiaire.

5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les dispositions concernant une obligation de confidentialité seront définies dans chaque marché spécifique.

Les dispositions concernant les mesures de sécurité seront définies dans chaque marché spécifique.

6 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Il n'est pas prévu de calendrier prévisionnel d'exécution ni de calendrier détaillé d'exécution.

7.2 - Prolongation exceptionnelle du marché en cours

Au terme du marché, les parties pourront convenir, par voie d'avenant, d'une prolongation au-delà de la durée prévue par le contrat afin de permettre l'achèvement de la procédure de remise en concurrence engagée et/ou la mise en place progressive des prestations par le nouveau prestataire durant la phase transitoire. Cette prolongation, justifiée par la nécessité d'assurer la continuité de service, ne pourra excéder la durée de 6 (six) mois à compter du terme du marché initial. Pendant cette phase transitoire, le titulaire en place s'engage à poursuivre l'approvisionnement et/ou prestation et à maintenir les derniers prix révisés du contrat initial. Aussi, les prestations seront facturées à l'identique et toutes factures contenant des prix non prévus au contrat initial seront rejetées.

7.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront réglées par un prix global forfaitaire.

NATURE DES PRIX, RÉVISABILITÉ ET CONTRAINTES D'EXÉCUTION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

1. Caractère forfaitaire des prix

Les prix des prestations commandées dans le cadre des marchés spécifiques seront forfaitaires. Ce prix forfaitaire, proposé par le candidat lors de la remise en concurrence sur la plateforme PLACE, est réputé prendre en compte l'ensemble des charges, fournitures et sujétions concourant à la réalisation complète, parfaite et conforme des

travaux.

Chaque besoin spécifique faisant l'objet d'une remise en concurrence intégrale à l'instant « T », l'entreprise doit proposer sa meilleure offre dès le départ, intégrant le contexte immédiat du marché (coût des matériaux, disponibilité et main-d'œuvre).

2. Modularité des conditions de révision des prix

Par principe, les prix des marchés spécifiques sont fermes. Toutefois, afin de protéger le tissu économique face à la volatilité des marchés, le prix forfaitaire sera révisable dès lors que la réalisation des travaux nécessitera un délai d'exécution de plus de trois (3) mois.

Les conditions, formules et modalités de cette révision dépendront strictement de chaque marché spécifique. Il appartiendra à l'établissement de santé bénéficiaire de préciser, dans le contenu de son marché spécifique (Fiche de Demande de Devis ou micro-cahier des charges), si le délai d'exécution de l'opération justifie l'application d'une clause de révision des prix et d'en fixer les règles (index de référence). En l'absence de mention spécifique pour les chantiers inférieurs ou égaux à 3 mois, le prix forfaitaire demeurera ferme et non révisable.

3. Prise en compte des sujétions techniques et exécution en milieu hospitalier occupé

La nature des prestations de second œuvre en milieu de santé peut nécessiter, au préalable, une connaissance approfondie des lieux. Le marché spécifique émis par l'établissement précisera si une visite sur site est obligatoire avant la remise de l'offre.

À cette occasion, le candidat s'engage à analyser précisément l'environnement du futur chantier. L'offre financière forfaitaire déposée devra impérativement être établie en pleine connaissance des sujétions physiques et fonctionnelles du site.

Tout particulièrement, l'artisan ou l'entreprise devra intégrer dans son chiffrage forfaitaire l'ensemble des contraintes d'intervention dès lors que le marché spécifique précise que les travaux se dérouleront :

En surface occupée : impliquant le maintien de la sécurité des personnes, le respect des zones de criticité hospitalière et la protection stricte des zones adjacentes ;

Sous contrainte de faibles nuisances : imposant une planification rigoureuse des tâches bruyantes ou poussiéreuses, une gestion adaptée des approvisionnements et des déchets, afin de permettre la poursuite continue et sans interruption de l'activité des soins et le confort des patients.

Aucune réclamation ni demande d'indemnisation ou d'avenant au marché spécifique ne sera acceptée pour des sujétions qui auraient pu être constatées lors de la visite ou qui découlent des exigences de continuité de service mentionnées dans la demande de l'établissement.

Le montant du poste " frais de coordination " est réputé comprendre, outre les dépenses afférentes à la coordination des travaux, la marge du mandataire ou du titulaire pour défaillance éventuelle de cotraitants ou de sous-traitants chargés de l'exécution de ces prestations. Les prix sont réputés comprendre les dépenses communes du chantier.

8.2 - Révision des prix à l'initiative du titulaire

Les prix du présent marché sont révisables, à la hausse comme à la baisse, dans les conditions définies au présent article.

Initiative de la demande

La révision de prix intervient sur demande motivée du titulaire, soumise au pouvoir adjudicateur pour acceptation préalable

Forme et délai de la demande

La demande de révision doit :

- être formulée **par écrit**,
 - comporter la **proposition de nouveaux tarifs** ainsi que les éléments justificatifs utiles (évolution d'indices, structure de coûts, etc.),
 - être adressée au plus tard **deux mois avant la date souhaitée d'entrée en vigueur** de la révision, **à peine de forclusion** pour la période considérée.

Elle est transmise, au choix du titulaire :

- par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante :
Centre hospitalier intercommunal de Toulon La Seyne sur Mer

Hôpital Sainte Musse – DAT Département des marchés

54 rue Henri Sainte Claire Deville – 83056 Toulon Cedex,

- ou par courrier électronique à l'adresse suivante : marches-ght83@ch-toulon.fr, sous réserve d'un **accusé de réception** émis par le pouvoir adjudicateur.

Décision du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un **délai maximum d'un mois** à compter de la date de réception de la demande complète de révision pour :

- accepter la proposition de nouveaux tarifs, en tout ou partie,
- ou la refuser,
- ou proposer des tarifs modifiés.

La décision est notifiée au titulaire **par un moyen dématérialisé permettant d'en assurer la traçabilité** (plateforme de dématérialisation, courriel avec accusé de réception, etc.).

À défaut de décision expresse notifiée dans ce délai d'un mois, la demande de révision est réputée **refusée**.

Effet des nouveaux tarifs

Les nouveaux tarifs :

- ne deviennent **contractuels** qu'à compter de leur **acceptation expresse** par le pouvoir adjudicateur,
- se substituent alors aux tarifs antérieurs et constituent les **nouveaux tarifs contractuels de référence** pour l'exécution future du marché.

Les révisions de prix ainsi acceptées ne s'appliquent **qu'aux commandes passées après la date d'effet indiquée dans**

la décision d'acceptation, et, en tout état de cause, **jamais rétroactivement** aux commandes déjà notifiées.

Périodicité maximale

Sauf stipulation contraire au présent marché, **une seule demande de révision** ne peut être présentée par le titulaire pour une même période de douze mois à compter de la date de notification du marché ou de la dernière révision intervenue.

8.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés trimestriellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Cat.	Formules	Prix concernés
1	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$	
2	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT49 (n) / BT49 (o))$	
3	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$	
4	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT08 (n) / BT08 (o))$	
5	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT41 (n) / BT41 (o))$	
6	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	
7	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT50 (n) / BT50 (o))$	

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Cat.	Code	Libellé
1	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
2	BT49	Index du bâtiment - Couverture et bardage en tôles d'acier nervurés avec revêtement étanchéité - Base 2010
3	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010

Cat.	Code	Libellé
4	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
5	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
6	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010
7	BT50	Index du bâtiment - Rénovation - Entretien tous corps d'état - Base 2010

8.4 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

En cas de prestations connexes de travaux relevant d'une ou plusieurs catégories du système d'acquisition dynamique, le pouvoir adjudicateur pourra désigner l'une des entreprises chargées des travaux comme gardienne du chantier en cas de défaillance des autres entrepreneurs. Ce rôle implique que, si l'un des contrats de prestations connexes de travaux est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par la gardienne du chantier jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde. Le cas échéant, le titulaire désigné le sera par une stipulation expresse du marché spécifique.

8.5 - Clause de prix promotionnel

Le titulaire s'engage à faire bénéficier au pouvoir adjudicateur des prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que ceux-ci auraient pour conséquence une diminution du prix du marché, afin que les établissements concernés puissent en bénéficier.

Le Titulaire adresse le tarif promotionnel à l'acheteur ainsi que toutes les précisions nécessaires :

- Durée de validité de la promotion (début et fin),
- Désignation des produits concernés.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. D'autres remises complémentaires peuvent être proposées par le Titulaire, elles sont alors renseignées dans le bordereau de prix. Ces remises peuvent être récupérées par avoirs sur factures ou, à défaut, par émission d'un titre de recettes. Il pourra être demandé au Titulaire de produire un état récapitulatif des commandes pouvant donner lieu au déclenchement d'une remise pour la période considérée. Au cas où ces tarifs promotionnels et remises ne seraient pas communiqués au pouvoir adjudicateur en temps voulu, et que ce dernier soit amené à en prendre connaissance, le titulaire est redevable du montant intégral des surcoûts imputables à la non-application de ces tarifs promotionnels.

8.6 - Clause suspensive

En cas d'arrêt momentané de l'activité, décidé par le responsable de l'établissement membre ou son représentant, ayant pour effet l'immobilisation de l'équipement, le montant de chaque bon de commande sera minoré du montant proportionnel à la période d'immobilisation.

9 - Garanties Financières

Une retenue de garantie pourra être prévue par chaque marché spécifique.

10 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché spécifique.

11 - Modalités de règlement des comptes

11.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

ACOMPTE ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

1. Gestion financière exclusive et responsabilité locale de l'établissement

Conformément aux règles de la comptabilité publique et au principe d'autonomie financière de chaque membre du groupement, la liquidation, l'ordonnancement et le versement des acomptes ou des paiements partiels définitifs sont entièrement à la main de l'établissement de santé bénéficiaire, dans le cadre strict de l'exécution de son marché spécifique.

Le GHT 83 n'intervient pas dans les flux financiers, la vérification des situations de travaux ou la gestion des comptes de l'opération. Il appartient ainsi exclusivement à l'établissement d'accueil, en sa qualité de pouvoir adjudicateur et de payeur pour l'opération concernée, de valider les états d'acompte et de procéder aux règlements correspondants.

2. Détermination des modalités de versement par le marché spécifique

Le rythme de facturation, la périodicité des acomptes et l'autorisation éventuelle de procéder à des paiements partiels définitifs s'exécutent de manière individualisée, selon les modalités financières et les contraintes budgétaires propres à chaque marché spécifique, expressément définies par l'établissement dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché spécifique, il appartient à l'établissement prescripteur d'y préciser :

Le régime des acomptes : La périodicité du versement des acomptes (mensuelle, par phase technique ou à l'avancement) pour les chantiers dont la durée ou le montant justifie un étalement des paiements, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Les conditions de liquidation : Le formalisme de transmission des situations de travaux ou états d'acomptes intermédiaires que le titulaire doit obligatoirement soumettre à la validation des services techniques ou de l'ingénierie de l'établissement.

Le recours aux paiements partiels définitifs : Si la nature de l'opération le permet (par exemple, la livraison définitive et isolée d'un service ou d'un plateau technique au sein d'un chantier global de second œuvre), l'établissement fixera les conditions dans lesquelles un paiement partiel définitif peut être validé, emportant extinction des droits à réclamation sur la partie correspondante des prestations reçues.

3. Intégration des règles financières et opposabilité

Le candidat est réputé avoir inclus dans les conditions d'exécution de son offre financière l'ensemble des charges de trésorerie liées aux modalités de versement des acomptes, sous réserve que l'établissement en ait préalablement fait explicitement part dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Dès lors que ces modalités financières ont été spécifiées en amont du dépôt de l'offre, le titulaire ne pourra solliciter aucune modification du rythme des paiements en cours d'exécution. Tout manquement du titulaire dans la production des pièces justificatives demandées par le marché spécifique pour le calcul des acomptes, ou toute non-

conformité constatée dans l'avancement réel du chantier, autorisera l'établissement hospitalier à suspendre ou réajuster le montant des versements, sous sa seule responsabilité contractuelle.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

11.2 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

11.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue par le marché spécifique.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

Centre Hospitalier Intercommunal Toulon La Seyne sur Mer
54 rue Henri Sainte Claire Deville
CS 31412
83056 TOULON

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

MODALITÉS DE NOTIFICATION EXCLUSIVEMENT DÉMATÉRIALISÉES

1. Principe général de dématérialisation des actes juridiques

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique relatives à la dématérialisation des procédures et dans le cadre de la modernisation des processus d'achat du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT 83), l'intégralité du cycle de vie du Système d'Acquisition Dynamique (SAD) — dédié aux prestations de travaux de second œuvre — s'exécute par voie électronique.

2. Notification de la décision d'admission ou de rejet du SAD (Niveau Cadre)

Avis d'homologation :

La décision d'admission d'un opérateur économique au sein du vivier permanent du SAD, ou la notification des motifs de rejet de sa candidature, s'effectue exclusivement par le dépôt de la décision de l'acheteur sur la plateforme PLACE (Plateforme des Achats de l'État)

Prise d'effet juridique :

La notification est réputée parfaite et exécutoire dès la génération de l'horodatage électronique de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, lequel déclenche l'envoi d'une alerte automatisée vers l'adresse électronique de contact fournie par le candidat.

3. Notification des marchés spécifiques (Niveau Exécution)

Chaque mise en concurrence donne lieu à la notification d'un marché spécifique indépendant, selon les modalités techniques suivantes :

4. Obligations de vigilance et de maintenance des accès à la charge des candidats

Fiabilité des données de contact :

Il incombe aux opérateurs économiques de garantir l'exactitude, la validité et la mise à jour permanente de l'adresse électronique de correspondance configurée sur leur compte PLACE. Le GHT 83 et les établissements membres déclinent toute responsabilité en cas de défaut de réception des alertes résultant d'une négligence technique de l'entreprise (adresse obsolète, boîte de réception saturée, filtrage anti-spam rigide).

Obligation de consultation régulière :

Les candidats admis au SAD sont tenus de consulter périodiquement leur espace sécurisé sur la plateforme PLACE afin de s'assurer du suivi de leurs notifications contractuelles et des invitations aux marchés spécifiques.

12.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

. Individualisation des exigences par marché spécifique

Chaque marché spécifique attribué dans le cadre du Système d'Acquisition Dynamique (SAD) possédant une existence juridique et technique autonome, les exigences relatives à la provenance, aux performances, aux certifications et à la qualité des matériaux et produits s'apprécient exclusivement au niveau de chaque opération.

Ces critères qualitatifs sont expressément définis par l'établissement de santé bénéficiaire au sein de son micro-cahier des charges ou de sa Fiche de Demande de Devis, en parfaite adéquation avec la destination des locaux hospitaliers concernés et les contraintes techniques du site.

2. Détermination des spécifications par l'établissement (Liste non exhaustive)

Il appartient à l'établissement prescripteur de fixer, lors du lancement de la consultation du marché spécifique, les exigences techniques opposables aux candidats, notamment au regard des éléments suivants :

La conformité réglementaire et normative : Obligation de mettre en œuvre des matériaux et produits bénéficiant du marquage CE, de certifications NF ou d'avis techniques du CSTB en vigueur, strictement adaptés aux exigences de sécurité incendie et d'accessibilité des Établissements Recevant du Public (ERP) de type U (établissements de soins).

Les critères sanitaires et de santé environnementale : Spécifications impératives liées à l'environnement hospitalier (matériaux lisses et lessivables, peintures décontaminables ou de classe d'émissions A+, revêtements de sols bactériostatiques, produits fongicides), visant à prévenir le risque infectieux et à préserver la qualité de l'air intérieur pour les patients vulnérables.

La compatibilité technique avec l'existant : Afin de garantir la cohérence architecturale et la pérennité des installations, le marché spécifique pourra préciser des exigences de performance, de coloris, de textures ou de formats assurant une parfaite intégration avec les structures, finitions ou réseaux déjà en place dans l'hôpital.

La traçabilité et l'agrément des matériaux : L'établissement pourra exiger dans le cadre du marché spécifique la transmission préalable des fiches techniques des fabricants, des fiches de données de sécurité (FDS), voire la fourniture d'échantillons ou de prototypes pour validation avant toute mise en œuvre sur le chantier.

3. Intégration des coûts et interdiction de substitution d'initiative

Le candidat est réputé avoir intégré dans l'enveloppe globale et forfaitaire de son offre l'ensemble des fournitures répondant strictement aux niveaux de qualité et de provenance prescrits, sous réserve que l'établissement en ait préalablement fait explicitement part dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Dès lors que ces exigences ont été spécifiées en amont du dépôt de l'offre, aucune substitution de produit, de marque ou de gamme par un matériau de qualité inférieure ou non équivalente ne sera tolérée en cours d'exécution, sauf accord écrit, préalable et exprès du maître d'ouvrage. Tout manquement constaté pourra faire l'objet d'un refus de mise en œuvre ou d'une réfection des ouvrages aux frais exclusifs du titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités contractuelles ou d'un rapport de carence transmis au GHT 83.

VÉRIFICATIONS ET ESSAIS DE MATÉRIAUX ET PRODUITS

1. Individualisation des opérations de contrôle par marché spécifique

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) reposant sur l'indépendance juridique de chaque consultation, la nature, la fréquence et les modalités des essais ou vérifications des matériaux et produits mis en œuvre s'apprécient exclusivement à l'échelle de chaque opération.

Ces exigences de contrôle technique et de conformité sont expressément définies par l'établissement de santé bénéficiaire au sein de son micro-cahier des charges ou de sa Fiche de Demande de Devis, au regard de la criticité des locaux hospitaliers et de la technicité des ouvrages de second œuvre à réaliser.

2. Détermination des modalités de vérification par l'établissement (Liste non exhaustive)

Il appartient à l'établissement prescripteur de préciser dans la consultation du marché spécifique les obligations de contrôle opposables au titulaire, notamment :

Les vérifications documentaires préalables : Exigence de fourniture des procès-verbaux d'essais de laboratoires agréés (notamment pour les classements de réaction au feu M0/M1 ou Euroclasses, l'atténuation acoustique, ou la résistance aux agents chimiques de désinfection) avant tout approvisionnement sur le site hospitalier.

Les essais fonctionnels et d'autocontrôle sur site : Définition des tests techniques à réaliser de manière contradictoire avant la réception (ex : essais de pression ou de mise en charge des réseaux de plomberie modifiés, mesures d'isolement électrique, tests d'étanchéité à l'air des cloisons spécifiques).

Le recours à un bureau de contrôle : Le marché spécifique précisera si l'opération est soumise à l'avis préalable du contrôleur technique mandaté par l'établissement, et fixera les modalités de transmission des fiches de visas ou des observations auxquelles le titulaire est tenu de répondre sans délai.

3. Intégration des coûts et opposabilité des contrôles

Le candidat est réputé avoir intégré dans l'enveloppe globale et forfaitaire de son offre l'intégralité des frais inhérents aux vérifications, fournitures de documents, prélèvements et réalisations d'essais requis, sous réserve que l'établissement en ait préalablement fait explicitement part dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Dès lors que ces contraintes de contrôle ont été spécifiées en amont du dépôt de l'offre, l'exécution de ces essais ne pourra donner lieu à aucune plus-value financière ni à aucun allongement du délai d'exécution contractuel.

Si un matériau ou un produit est mis en œuvre sans les vérifications préalables prescrites ou si les résultats des essais s'avèrent non conformes aux exigences du marché spécifique, l'établissement hospitalier se réserve le droit

d'ordonner le refus, la dépose immédiate et le remplacement des fournitures litigieuses aux frais exclusifs et sans indemnité pour le titulaire.

OPÉRATIONS DE RÉCEPTION DES TRAVAUX

1. Compétence exclusive et responsabilité locale de l'établissement

Conformément au principe d'autonomie et de souveraineté technique de chaque hôpital du groupement, les opérations de réception des travaux sont à la charge exclusive de l'établissement de santé bénéficiaire, sous la responsabilité directe et unique de son marché spécifique.

Le GHT 83 n'intervient à aucun moment dans cette phase contractuelle pivot. Il appartient à l'établissement d'accueil, agissant en qualité de maître d'ouvrage pour l'opération concernée, de mener les opérations de vérification contradictoire, de prononcer la réception des ouvrages et de signer le procès-verbal correspondant, avec ou sans réserves.

2. Détermination des modalités de réception par le marché spécifique

Les conditions de déroulement, de convocation et de formalisation de la réception s'exécutent de manière individualisée, selon les modalités logistiques et les critères d'exigibilité propres à chaque marché spécifique, expressément définies par l'établissement dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Il appartient à l'établissement prescripteur d'y préciser :

La procédure de convocation : Les délais et formes dans lesquels le titulaire doit formuler sa demande de réception à l'achèvement des travaux.

Les documents exigibles pour la réception : La liste des livrables techniques obligatoires que le titulaire doit contractuellement remettre à l'établissement lors des opérations préalables à la réception (notamment les plans de récolement, les fiches techniques des matériaux posés, les attestations de conformité et les rapports d'essais ou de vérifications visés à l'article [X]).

Les conditions de levée des réserves : Le délai maximal imparti au titulaire pour remédier aux éventuelles imperfections ou non-conformités constatées de manière contradictoire lors de la visite de réception.

3. Intégration des obligations dans l'offre financière

Le candidat est réputé avoir inclus dans l'enveloppe globale et forfaitaire de son devis l'ensemble des charges et la mise à disposition des moyens humains ou matériels requis pour participer activement et contradictoirement aux opérations préalables à la réception, sous réserve que l'établissement en ait préalablement fait explicitement part dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Dès lors que ces exigences de réception ont été spécifiées en amont du dépôt de l'offre, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucun surcoût ni d'aucun retard de livraison. Tout refus du titulaire de participer aux opérations de réception ou tout retard injustifié dans la levée des réserves pourra donner lieu à l'application des pénalités contractuelles prévues au marché spécifique, voire au prononcé d'un procès-verbal de carence exécutoire transmis à la Direction des Achats du Territoire du GHT 83.

12.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

12.3 - Préparation et coordination des travaux

12.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Les dispositions concernant la période de préparation seront définies par chaque marché spécifique.

Un programme d'exécution des travaux pourra être défini par chaque marché spécifique.

Les dispositions concernant les voies et réseaux divers seront définies par chaque marché spécifique.

12.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

12.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

12.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

12.5 - Installation et organisation du chantier

12.5.1 - Installation de chantier

Les dispositions concernant l'installation et l'organisation du chantier seront définies par chaque marché spécifique.

12.5.2 - Signalisation de chantier

Les dispositions concernant l'installation et l'organisation du chantier seront définies par chaque marché spécifique.

12.5.3 - Application de réglementations spécifiques

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables :

APPLICATION DE RÉGLEMENTATIONS SPÉCIFIQUES ET SUJÉTIONS PARTICULIÈRES D'EXPLOITATION

1. Prerogatives du chef d'établissement lors de la sollicitation

Lors du lancement de chaque consultation pour un marché spécifique sur la plateforme PLACE, le chef d'établissement (ou son représentant habilité) pourra faire état de réglementations spécifiques et de protocoles internes opposables aux candidats.

Ces exigences réglementaires et normatives seront explicitement précisées au sein du micro-cahier des charges ou de la Fiche de Demande de Devis propre à l'opération. Il incombe aux candidats d'en prendre connaissance et de s'y conformer strictement, sous peine de voir leur offre rejetée pour non-conformité technique.

2. Caractérisation des sujétions particulières d'exploitation (Liste non exhaustive)

En raison des spécificités et de la vulnérabilité du milieu hospitalier, le marché spécifique définira les contraintes d'exécution inhérentes à la continuité des activités de l'établissement. Les candidats devront impérativement intégrer dans leur offre forfaitaire les sujétions particulières suivantes, dès lors qu'elles sont mentionnées par l'établissement :

.Intervention en surface occupée : Exécution des travaux au sein de locaux où le personnel hospitalier, les équipements médicaux ou les usagers sont maintenus en place, imposant un cloisonnement strict du chantier, une gestion rigoureuse des flux de poussière et une protection absolue des zones adjacentes.

.Présence et sécurité des patients : Respect impératif de la vulnérabilité, de la dignité, du confort et de la sécurité des patients hospitalisés ou consultants à proximité immédiate de la zone de chantier, impliquant une maîtrise totale des accès au site.

.Absence absolue de rupture de service : Obligation de garantir la continuité ininterrompue de l'activité de soins, des fonctions logistiques et des installations techniques (fluides médicaux, électricité, informatique, étanchéité). Les coupures de réseaux éventuelles, strictement planifiées et validées par l'établissement, devront être réalisées en dehors des heures d'activité critique.

.Régulation et planification des nuisances : Planification rigoureuse des tâches génératrices de nuisances (phoniques, vibratoires, poussières ou olfactives) avec possibilité d'imposer des horaires de travail décalés, de nuit ou le week-end, sans que cela puisse donner lieu à une plus-value financière.

.Contraintes d'hygiène et de sécurité spécifiques : Respect des protocoles d'asepsie, d'évacuation des gravois par des circuits dédiés et de détention des habilitations spécifiques à certaines zones de criticité (blocs opératoires, réanimation, etc.).

3. Intégration des sujétions dans l'offre financière

Le dépôt de l'offre par le candidat sur la plateforme PLACE vaut acceptation sans réserve de ces réglementations et sujétions spécifiques, sous réserve que l'établissement en ait préalablement fait explicitement part dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Dès lors que ces contraintes d'exploitation ont été formellement portées à la connaissance des candidats en amont du dépôt, l'entreprise attributaire est réputée avoir inclus dans le montant global et forfaitaire de son devis l'ensemble des surcoûts matériels, humains et organisationnels nécessaires au respect scrupuleux de ces conditions spécifiques.

En conséquence, aucun avenant financier ni aucune indemnisation pour sujétion d'exploitation ne sera accordé au titulaire au titre de contraintes qui avaient été préalablement spécifiées par l'établissement hospitalier dans le cadre de la consultation du marché spécifique.

12.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

1. Responsabilité et individualisation par marché spécifique

La gestion, le tri, le stockage temporaire et l'évacuation des déchets, gravats et débris issus des travaux de second œuvre incombent entièrement et exclusivement au titulaire du marché spécifique.

En raison de l'indépendance juridique et technique de chaque opération, les conditions de traitement et d'élimination de ces déchets sont définies de manière individualisée, selon les modalités et les contraintes logistiques propres à chaque marché spécifique, expressément précisées par l'établissement de santé bénéficiaire dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

2. Détermination des modalités d'exécution par l'établissement

Il appartient à l'établissement prescripteur de spécifier dans la consultation du marché spécifique les exigences d'exploitation et d'hygiène applicables au chantier, notamment au regard des éléments suivants :

Les circuits d'évacuation dédiés : Le marché spécifique déterminera les cheminements internes ou externes obligatoires (horaires spécifiques, utilisation exclusive d'ascenseurs techniques ou de monte-charges) à emprunter pour l'évacuation des matériaux, afin de prévenir tout risque de contamination croisée avec les flux de soins, de patients ou de logistique hospitalière.

Les zones de stockage et d'implantation des bennes : Les conditions de mise à disposition d'un espace de stockage tampon, d'un local dédié ou d'un emplacement pour le stationnement des bennes de chantier (ainsi que les modalités de leur sécurisation pour interdire l'accès au public) seront fixées par le marché spécifique.

Le tri sélectif et la traçabilité environnementale : Le titulaire devra se conformer aux protocoles de tri à la source et de valorisation des déchets en vigueur dans l'établissement d'accueil. Pour les déchets soumis à une réglementation particulière (tels que les résidus amiantés ou plombés préalablement signalés dans le marché spécifique), le titulaire devra obligatoirement fournir à l'établissement les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) garantissant leur élimination dans une filière agréée.

La propreté constante des accès : Le marché spécifique précisera les obligations de nettoyage quotidien et de maintien en état de propreté rigoureux des zones de circulation de l'établissement empruntées par l'entreprise.

3. Intégration des coûts dans l'offre forfaitaire

Le candidat est réputé avoir intégré dans l'enveloppe globale et forfaitaire de son offre l'ensemble des charges, fournitures, conditionnements (sacs étanches, protections), manutentions, transports et redevances de mise en décharge nécessaires à la parfaite exécution de ces prestations, sous réserve que l'établissement en ait préalablement détaillé les modalités spécifiques dans son dossier de consultation.

Aucune plus-value ni indemnisation pour sujétion de nettoyage ou d'évacuation ne sera acceptée si les contraintes associées étaient explicitées dans le marché spécifique initial.

12.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

1. Responsabilité du titulaire et exécution par marché spécifique

À l'achèvement des prestations de chaque opération, le titulaire est tenu de procéder au repliement complet de ses équipements et à la remise en état parfaite des locaux.

En raison du caractère indépendant de chaque chantier, les opérations de libération des espaces et de restitution des lieux s'exécutent de manière isolée, selon les modalités logistiques et temporelles propres à chaque marché spécifique, expressément définies par l'établissement de santé bénéficiaire dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

2. Détermination des exigences de remise en état par l'établissement (Liste non exhaustive)

Il appartient à l'établissement d'accueil de préciser dans la consultation du marché spécifique les exigences techniques liées à la libération du site hospitalier, notamment au regard des points suivants :

Démantèlement des structures temporaires : Dépose et évacuation immédiate des cloisons provisoires de chantier, des signalétiques temporaires, des protections de sols ou de parois et des dispositifs de confinement de poussière.

Évacuation du matériel : Enlèvement de l'ensemble des outillages, échafaudages, matériels roulants et surplus de matériaux non utilisés, libérant intégralement les zones de stockage temporaires accordées par l'hôpital.

Réparation des dégradations : Remise en état initial, à la charge exclusive de l'entreprise, de toutes les zones intérieures ou extérieures ayant subi des dommages du fait de l'exécution des travaux ou des flux logistiques de l'entreprise (impacts sur les murs, rayures sur les sols adjacents, détérioration d'équipements tiers).

Nettoyage de fin de chantier et exigences sanitaires : Le marché spécifique précisera le niveau de propreté attendu avant la réception (nettoyage de type "blanc", dépoussiérage industriel). Pour les zones de soins ou à criticité biologique élevée (ZAR), l'établissement pourra imposer un protocole de pré-désinfection ou de bionettoyage spécifique.

3. Intégration des coûts dans l'offre forfaitaire

Le candidat est réputé avoir intégré dans l'enveloppe globale et forfaitaire de son devis l'ensemble des moyens humains, matériels et techniques nécessaires aux opérations de repliement et de remise en état rigoureuse des lieux, sous réserve que l'établissement en ait préalablement fait explicitement part dans son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis.

Dès lors que ces obligations ont été spécifiées en amont du dépôt de l'offre, aucun surcoût, aucune demande de prolongation de délai d'exécution, ni aucune indemnisation pour contrainte de nettoyage ne sera acceptée par l'établissement hospitalier. Tout défaut de repliement ou de remise en état dans les délais fixés par le marché spécifique pourra donner lieu à l'application de pénalités ou à l'exécution des prestations par une entreprise tierce aux frais exclusifs du titulaire défaillant.

12.6.3 - Documents à fournir après exécution

Les documents à remettre par le titulaire au maître d'œuvre seront définis par chaque marché spécifique.

13 - Développement durable

Les conditions d'exécution à caractère environnemental seront définies, le cas échéant, par chaque marché spécifique.

14 - Réception

14.1 - Réception des travaux

14.1.1 - Dispositions applicables à la réception

Les conditions de la réception des travaux seront définies par chaque marché spécifique.

14.1.2 - Epreuves concluantes

Les épreuves concluantes préalables à la réception seront définies par chaque marché spécifique.

14.1.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les conditions de la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages non encore achevés seront définies par chaque marché spécifique.

15 - Garantie des prestations

Les conditions de la garantie seront définies par chaque marché spécifique.

16 - Autres dispositions spécifiques

16.1 - Obligation de reporting et de suivi d'exécution

A l'issue de chaque semestre civil, le Titulaire transmet par voie électronique un reporting à la DAT 83 (au format Excel par exemple), dans le mois qui suit la fin du semestre civil, contenant au moins les informations suivantes :

- -Le libellé de l'Accord Cadre ;
- -Le nom et numéro d'identification (INESS ou SIRET) de chaque Bénéficiaire
- -Le détail de l'ensemble des commandes passées et leurs montants, par Bénéficiaire
- -Le chiffre d'affaires HT facturé sur la période, par Bénéficiaire
- -La liste des anomalies relevées et des évolutions demandées, (qualifiées en niveau de gravité/complexité) ainsi que le niveau de traitement et d'avancement

16.2 - Documentation technique

Le titulaire livre avec chaque matériel une documentation technique en langue française indiquant les modalités de mise en fonction. Cette documentation donne la composition et les caractéristiques du matériel ainsi que les procédures courantes d'utilisation. Elle est transmise au plus tard à la livraison du matériel.
Le prix de cette documentation est inclus dans le prix du marché.

16.3 - Clause de rencontre

Afin d'assurer l'exécution des missions dans de bonnes conditions tout au long du marché, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de l'une ou de l'autre :

- dans tous les cas, à l'issue d'une première période de trois (3) mois à compter de la notification du marché, afin d'identifier les éventuelles mesures d'amélioration de la qualité du service pouvant être mises en place ;
- dans tous les cas au moins une fois par an à la date anniversaire de cette première rencontre pour faire le point sur l'exécution du marché au terme de l'année écoulée, et évoquer les hypothèses d'optimisation du service ;
- dans l'une des hypothèses éventuellement prévues au C.C.T.P., si celles-ci sont de nature à engendrer d'importantes modifications dans les conditions d'exécution du marché ;
- En cas de difficultés graves ou répétées dans l'exécution du contrat ;

Le contenu de ces rencontres et le relevé des décisions qui y auront été actées sont consignés dans un procès-verbal établi par le Pouvoir Adjudicateur et signé par les parties. Le cas échéant, il pourra être décidé par le Pouvoir Adjudicateur, à l'issue de ces rencontres, une modification des conditions d'exécution du marché, dans les conditions prévues par les articles L.2194-1, L.2194-2, et R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique

17 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du système d'acquisition dynamique font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

18 - Pénalités

18.1 - Généralités

Les pénalités sont applicables, sans mise en demeure préalable, du seul fait du constat par l'établissement concerné d'un retard ou d'un manquement du titulaire au regard de ses obligations. Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités pourra être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné. Le titulaire du marché s'obligera à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

- Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA ;
- Tout **jour calendaire** commencé est comptabilisé ;
- Les pénalités ne sont pas révisables ;
- Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Toutefois en cas de pénalités d'un montant supérieur à 15% du montant de la facture sur 3 mois consécutifs, le RPA pourra résilier le marché sans versement d'indemnité au titulaire.
- Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. L'application des pénalités n'exclut pas l'engagement de la responsabilité contractuelle ou extra- contractuelle du

Titulaire. Chaque établissement membre du groupement concerné se réserve la possibilité, en fonction des circonstances de l'espèce, de ne pas procéder à l'imputation de pénalités alors même qu'elles seraient exigibles en application du présent article.

18.2 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

19 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

20 - Clause de réexamen

20.1 - Principe général

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Il est précisé que la présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Dans tous les cas, le titulaire devra produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur procédera à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations

20.2 - Modifications sans incidence sur l'objet ni l'économie du marché

Peuvent être décidées unilatéralement par le pouvoir adjudicateur, par ordre de service ou décision de poursuivre, les modifications suivantes :

- *changement de dénomination ou de coordonnées administratives du pouvoir adjudicateur ou du titulaire,*
 - *adaptation des modalités de transmission des bons de commande ou des rapports (dématérialisation, changement d'outil de GMAO, etc.),*
- *précision ou mise à jour des listes de contacts et des modalités pratiques d'intervention,*
- *dès lors qu'elles n'ont pas d'incidence sur la nature ou le montant des prestations et ne modifient pas l'économie générale du marché.*

20.3 - Evolution des équipements ou de la réglementation

Lorsque l'évolution de la réglementation applicable aux établissements de santé, ou le remplacement d'équipements par des matériels aux caractéristiques techniques différentes, rend nécessaire l'adaptation des prestations de maintenance, le pouvoir adjudicateur peut proposer au titulaire un avenant :

- *précisant la nature des nouvelles prestations à réaliser,*

- ajustant en conséquence les prix unitaires ou forfaitaires,
- et, le cas échéant, modifiant les délais d'intervention.

Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché ni d'en augmenter le montant au-delà des limites prévues par l'article R. 21941 du code de la commande publique.

20.4 - Intégration de nouveaux sites ou d'établissements du GHT

L'intégration de nouveaux sites ou d'établissements du groupement hospitalier de territoire dans le périmètre du marché peut être décidée par avenant, sous réserve :

- *que les prestations restent de même nature,*
- *que les montants maximaux de l'accordcadre, éventuellement ajustés, demeurent compatibles avec les plafonds de l'article R. 21941 du code de la commande publique,*
- *et que les conditions de prix soient définies par référence aux bordereaux de prix existants, éventuellement complétés.*

20.5 - Procédure de mise en œuvre

Dans le cas d'une des hypothèses évoquées ci avant, le titulaire devra en informer la DAT et lui transmettre les pièces justificatives dans les plus brefs délais. :

- Par lettre recommandée avec AR ou tout autre moyen permettant d'en accuser réception, sous peine à l'adresse postale suivante : Centre hospitalier intercommunal de Toulon La Seyne sur mer - Hôpital Sainte Musse - DAT Département des marchés - 54 rue Henri Sainte Claire Deville 83056 Toulon Cedex
- Ou via l'adresse mail : marches-ght83@ch-toulon.fr

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 1 mois pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du GHT 83 est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

20.6 - Clause de transparence

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une modification intervenue en cours d'exécution pour refuser d'appliquer les prix et conditions contractuelles tant qu'un avenant n'a pas été signé.

21 - Résiliation du contrat

21.1 - Conditions de résiliation des marchés spécifiques

Les conditions de résiliation de chaque marché spécifique sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de chaque marché spécifique pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du système d'acquisition dynamique. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du système d'acquisition dynamique.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du système d'acquisition dynamique. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du système d'acquisition dynamique est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du système d'acquisition dynamique, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché spécifique. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché spécifique.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché spécifique. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché spécifique est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché spécifique, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

22 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

23 - Clauses complémentaires

Critères d'orientation des procédures et délimitation du périmètre contractuel

Afin de garantir le respect des principes fondamentaux de la commande publique et d'exclure tout grief de choix discrétionnaire de l'acheteur entre les différents outils contractuels mis à sa disposition, l'orientation d'une opération de travaux de second œuvre vers le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) ou vers une procédure adaptée (MAPA) distincte est strictement encadrée.

L'éligibilité d'un projet de travaux à une procédure de consultation autonome (MAPA), en dehors du marché d'achat centralisé du SAD, est subordonnée à la caractérisation, par l'établissement de santé bénéficiaire, d'au moins un des trois critères objectifs suivants :

1. Le critère financier (Seuil d'opposabilité asymétrique) : L'obligation de recours au SAD s'applique dès le premier euro pour les établissements dépourvus de services techniques dédiés. Pour les établissements disposant d'une direction de l'ingénierie et des investissements, le SAD revêt un caractère obligatoire jusqu'à un seuil de 200 000 € HT. Au-delà de ce montant, l'utilisation du dispositif devient une simple faculté, ouvrant droit au lancement d'une procédure adaptée de droit commun.

2. Le critère de connexité et d'unicité technique : Le recours à une procédure distincte est juridiquement fondé dès lors que les prestations de second œuvre présentent un lien d'indissociabilité technique ou fonctionnelle avec une opération plus globale (comprenant notamment du gros œuvre, de la démolition ou des infrastructures de fluides lourds). Le lancement d'un MAPA global unique ou alloti est alors requis pour garantir la cohérence de la maîtrise d'œuvre et l'unicité de la responsabilité décennale des constructeurs.

3. Le critère de complexité managériale et d'ingénierie : Lorsque la nature, la configuration ou les contraintes d'exploitation de l'opération hospitalière imposent le déploiement d'un ATMO/BET, ou d'une maîtrise d'œuvre externe (MOE) ou d'une mission d'Ordonnancement, Coordination et Pilotage (OPC), l'opération s'extrait du périmètre fonctionnel du SAD. Le formalisme simplifié des marchés spécifiques du SAD est alors subsidiaire face à la complexité de l'ingénierie requise, justifiant le recours à un MAPA classique.

24 - Dérogations

- L'article 6 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 7.1 du CCP déroge à l'article 18.1.4 du CCAG - Travaux
- L'article 8.3 du CCP déroge à l'article 10.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 12.4.2 alinéa 4 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.3.3 du CCP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 17 du CCP déroge à l'article 48 du CCAG - Travaux
- L'article 18.2 du CCP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 18.2 du CCP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 18.2 du CCP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux